



## Débâcle à la Maison Blanche, Trump accusé d'avoir tenté de bloquer l'enquête du FBI sur Flynn

Par [Patrick Martin](#)

Mondialisation.ca, 18 mai 2017

[wsws.org](http://wsws.org) 17 mai 2017

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),  
[Services de renseignements](#)

La Maison-Blanche de Trump a subi une pression croissante mardi dans le sillage d'un reportage dans le *New York Times* selon lequel Trump avait rencontré le directeur du FBI, James Comey, en février pour arrêter l'enquête fédérale sur son ancien conseiller à la sécurité nationale, Michael Flynn.

C'était la deuxième bombe médiatique à exploser en deux jours, après un article de lundi après-midi paru dans le *Washington Post*, selon lequel Trump a partagé des informations confidentielles sur l'ISIS avec deux responsables Russes en visite, le ministre des Affaires étrangères Sergei Lavrov et l'ambassadeur Sergey Kislyak.

Dans les deux cas, les « exposés » médiatiques représentent réellement des attaques contre Trump venant de l'appareil de renseignements militaires. L'article du Times s'appuie sur les documents fournis par les hauts fonctionnaires du FBI, alors que l'article du Post exprime les préoccupations des responsables de la CIA ou de l'Agence de sécurité nationale (NSA).

La motivation politique de ces attaques a été suggérée par une question adressée au porte-parole de la Maison-Blanche, Sean Spicer, à une réunion informelle de la presse écrite mardi, lorsqu'un journaliste lui a demandé : « Sean, pensez-vous que ce soit un cas de la communauté du renseignement, ou d'éléments de la communauté du renseignement, cherchant activement à saper le président et sa politique étrangère alors qu'il cherche à établir une relation plus étroite avec la Russie ? »

Spicer n'a pas répondu à la question, mais il est évident depuis des mois que la force motrice de la guerre politique entre la Maison Blanche et les agences de renseignement est l'opposition aux démarches de Trump qui veut désamorcer la campagne menée par la CIA pour saper et renverser le Gouvernement syrien de Bashar al-Assad, ainsi que l'effort plus large pour se confronter à la Russie.

Le Parti démocrate a choisi de mener cette campagne en attaquant l'Administration Trump depuis la droite, plutôt que de se concentrer sur les attaques de Trump contre les droits démocratiques, les immigrants, les réglementations environnementales et de sécurité, les services sociaux, ainsi que la politique globale d'agression militaire.

Le fait que cette offensive contre la Maison Blanche de Trump a été préparée bien en amont est démontré par l'article publié sur le site Web du New York Times mardi, juste à temps pour qu'il devienne l'information principale sur des journaux télévisés de toutes les chaînes

ce soir-là.

Le reportage du Times affirme qu'après avoir rencontré Trump le 14 février dans le bureau ovale, le lendemain de la démission forcée de Flynn, Comey a rédigé un mémo pour ses dossiers sur la conversation qu'il avait eu avec le président. Selon ce rapport de troisième main (le Times citant un mémo qui lui a été lu par un « collaborateur » de Comey détaillant ce que Comey a écrit sur ce que Trump lui a dit), Trump lui a demandé de laisser tomber toute enquête supplémentaire sur Flynn maintenant qu'il avait quitté son poste de conseiller à la sécurité nationale.

« J'espère que vous pouvez le laisser tomber », a déclaré Trump à Comey, décrivant Flynn comme « un bon gars ». Trump a ajouté que Flynn n'avait rien fait de mal.

The Times a publié son rapport sous un grand titre, tout en déclarant, dans le texte de l'article, « L'existence de la demande de M. Trump est la preuve la plus claire que le président a essayé d'influencer directement l'enquête du ministère de la Justice et du F.B.I. sur les liens entre les associés de M. Trump et la Russie. » Sans utiliser le terme, le journal a suggéré que Trump était coupable d'entrave à la justice (un acte délictueux pour lequel un président est susceptible d'être destitué).

L'article a fait une révélation supplémentaire : « Le mémo faisait partie d'une trace documentaire que M. Comey a créée afin de documenter ce qu'il considérait comme les efforts indésirables du président pour influencer une enquête en cours. » En d'autres termes, Comey, un opérateur politique expérimenté au niveau national dans la bureaucratie de la sécurité, préparait un dossier à utiliser contre Trump dans le cas où ce dernier agirait contre Comey – comme il l'a fait le 9 mai en renvoyant le directeur du FBI sommairement.

Comey a partagé le mémo de la conversation du 14 février – et sans doute d'autres documents – avec des « hauts fonctionnaires du FBI et des associés proches », selon le Times. Une semaine après le renvoi de Comey, presque à la minute, l'article du Times basé sur le mémo de Comey a été publié sur le site Web du journal.

La Maison-Blanche de Trump a catégoriquement nié la version de Comey de la réunion du 14 février, déclarant dans un communiqué : « Le président n'a jamais demandé à M. Comey ou à quiconque de mettre fin à une enquête quelconque, y compris toute enquête impliquant le général Flynn [...] C'est une description qui n'est ni authentique ni précise de la conversation entre le président et M. Comey ».

La déclaration de la Maison-Blanche a également fait référence à des témoignages devant le Comité du renseignement du Sénat la semaine dernière par le directeur par intérim du FBI, Andrew McCabe, précédemment le chef de cabinet de Comey, qui a déclaré : « Il n'y a pas eu d'effort pour entraver notre enquête à ce jour. » McCabe était interrogé sur l'enquête sur la collusion alléguée entre la campagne Trump et le gouvernement russe lors de l'élection présidentielle, et non sur l'enquête séparée sur la question de savoir si Flynn a menti au FBI en janvier 2017.

Le rapport du Times n'est arrivé que 24 heures après le rapport de Washington Post qui a bouleversé la Maison-Blanche de Trump. L'article du Post a déclaré que Trump avait révélé des informations hautement confidentielles sur les plans de l'État islamique (ÉI) pour attaquer les avions de ligne avec des bombes cachées dans les ordinateurs portables lors d'une réunion le 10 mai dans le bureau ovale avec le ministre russe des Affaires étrangères

Lavrov et l'Ambassadeur Kislyak.

La source de l'information classifiée était un « Partenaire américain » anonyme, et il y a eu beaucoup de commentaires de la presse pour dire que ce partenaire pourrait maintenant ne pas vouloir partager des informations de renseignement avec Washington. Le mardi après-midi, le « partenaire » a été révélé comme étant l'État d'Israël, et l'ambassadeur d'Israël, Ron Dermer, a émis une note officielle selon laquelle il n'y aurait aucun dommage à la collaboration israélienne sur les opérations « antiterroristes ».

Le rapport du Post a déclenché une frénésie médiatique, affirmant que cette révélation aurait confirmé les allégations d'une connexion illicite entre Trump et la Russie, et les appels des experts des médias, y compris des républicains conservateurs, pour la nomination d'un avocat indépendant ou même l'ouverture de procédures d'impeachment (qui peuvent entraîner la destitution de Trump).

Dans un effort vain pour endiguer la marée, la Maison-Blanche a amené le général H. R. McMaster, conseiller de sécurité nationale de Trump, devant les caméras de télévision mardi matin pour dénoncer l'article du Post et les rapports qui ont suivi, et déclarer que Trump n'avait rien fait pour mettre en danger la sécurité nationale des États-Unis.

Les deux autres officiels américains présents lors de la réunion avec les Russes, la conseillère nationale adjointe en matière de sécurité Dina Powell et le secrétaire d'État Rex Tillerson, ont également publié des déclarations à l'appui du président. L'atmosphère de crise au sein de l'Administration s'est traduite par le fait que les fonctionnaires du département d'État n'étaient pas au courant de la déclaration de Tillerson lorsqu'ils étaient contactés par la presse.

À un moment le lundi soir, plusieurs journalistes pouvaient entendre une réunion orageuse impliquant Spicer, son adjoint, e Sarah Huckabee Sanders, le directeur des communications de la Maison-Blanche, Michael Dubke, et le stratège en chef de la Maison-Blanche, Stephen Bannon. Les cris étaient tellement élevés que le personnel de la Maison-Blanche a monté le volume de la télévision dans la salle de presse pour les noyer.

Comme dans la controverse de la semaine dernière lors du renvoi de Comey, Trump a sapé les positions de ses propres défenseurs politiques avec ses déclarations sur Twitter qui contredisaient les explications officielles de sa conduite. Trump a déclaré qu'il avait tous les droits, en tant que président, de divulguer des informations confidentielles - sur ce sujet, légalement il a raison - et que la Russie pourrait être un allié précieux dans le conflit contre l'ÉI.

Les déclarations de la Maison-Blanche n'ont rien fait pour calmer la clameur des médias et les critiques croissantes sur Capitol Hill (le lieu du Congrès et du Sénat), non seulement de la part de la quasi-totalité des démocrates, mais aussi des principaux républicains du Congrès. Le leader de la majorité du Sénat, Mitch McConnell, a déclaré : « Nous pourrions faire avec un peu moins de drame à la Maison-Blanche sur beaucoup de choses afin que nous puissions nous concentrer sur notre programme ».

Le sénateur Bob Corker, du Tennessee, président du Comité des relations extérieures, a déclaré à propos de la Maison-Blanche de Trump, « De toute évidence, ils sont dans une spirale descendante en ce moment et doivent trouver un chemin pour dominer tout ce qui se passe. Le chaos qui est créé par le manque de discipline est en train de générer un

environnement qui, je pense, produit un environnement inquiétant ».

Le président de la Chambre des représentants, Paul Ryan, dans un communiqué publié par un porte-parole, a déclaré : « Nous n'avons aucun moyen de savoir ce qui a été dit, mais protéger les secrets de notre nation est primordial. Le président espère une explication complète des faits de la part de l'Administration ».

Le président du Comité des services armés du Sénat, John McCain, a exprimé le sentiment anti-russe d'une section des républicains et de tous les démocrates. « Malheureusement », a-t-il déclaré « le temps que le président Trump a passé à partager des informations sensibles avec les Russes était le temps qu'il ne consacrait pas à se concentrer sur le comportement agressif de la Russie, y compris son ingérence dans les élections américaines et européennes, son invasion illégale de l'Ukraine et l'annexion de la Crimée, ses autres activités déstabilisantes en Europe et l'abattage de civils innocents et le ciblage des hôpitaux en Syrie ».

Plusieurs républicains de l'aile droite néoconservatrice du parti ont rejoint les démocrates en appelant à l'action pour enlever Trump de la présidence. Eric Edelman, un ancien responsable du Département d'État de l'administration Bush, a déclaré que McMaster et d'autres hauts fonctionnaires devraient démissionner immédiatement ou retarder « jusqu'à ce qu'une démission fasse partie d'une poussée pour forcer soit une démission soit l'invocation du 25<sup>e</sup> amendement. [qui règle la succession du président s'il est, entre autre, démis de ses fonctions, ndt] »

Un autre conseiller de la politique étrangère de l'Administration Bush, Eliot Cohen, a déclaré que la communication par Trump des informations confidentielles aux responsables russes, « Si [c'était] délibéré, ce serait une trahison ». Il a appelé les républicains du Congrès « à quitter le train Trump, et à nommer un comité restreint dont le travail sera de déterminer si le Congrès devrait passer à l'impeachment. »

Patrick Martin

Article paru d'abord en anglais, WWSWS, le 17 mai 2017

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Patrick Martin](http://Patrick Martin), [wsws.org](http://wsws.org), 2017

---

Articles Par : [Patrick Martin](http://Patrick Martin)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)